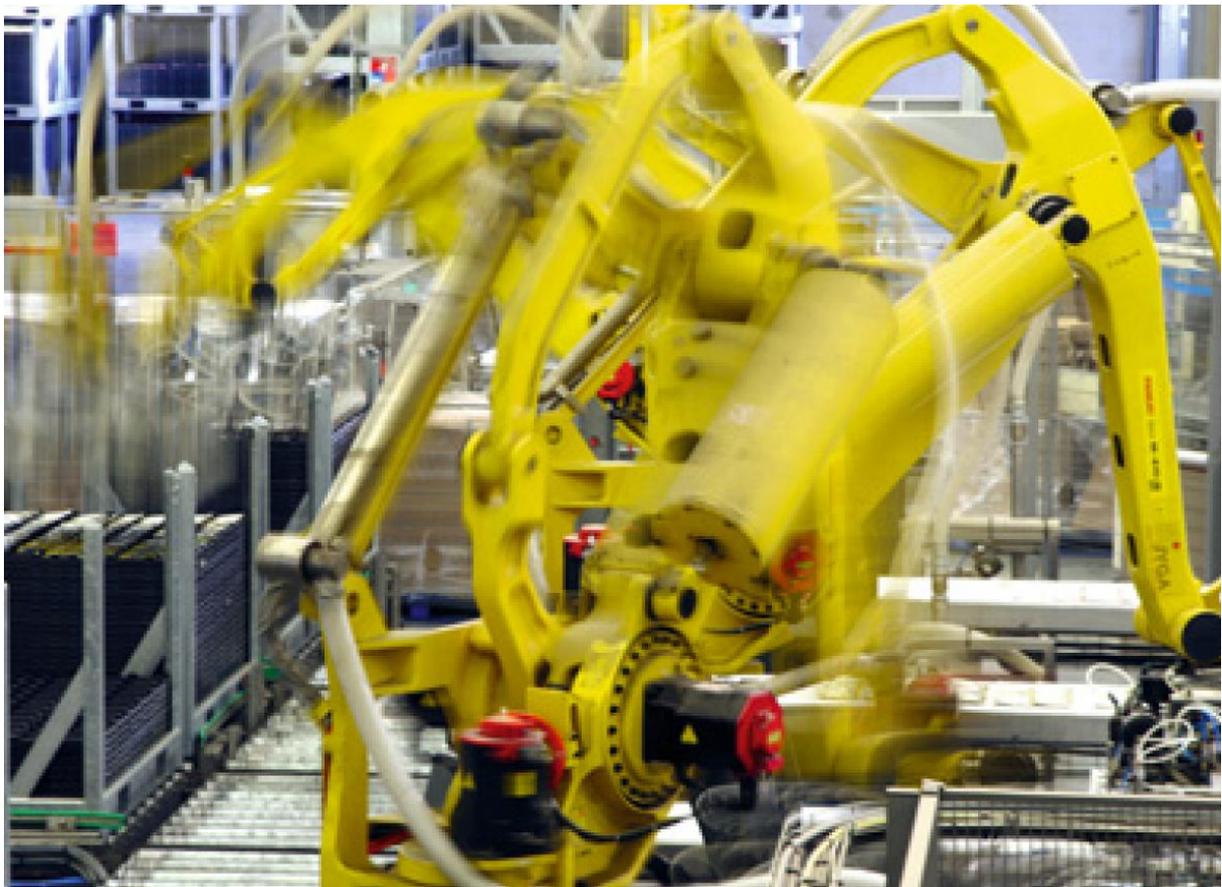


Revenu universel. Utopie au temps d'Uber et des robots ?

Michel Husson, *L'Humanité-Dimanche*, 23 juin 2016

Les nouvelles technologies vont, paraît-il, conduire à une hécatombe d'emplois, et l'« invasion » des robots aboutir à une remise en cause du salariat. Les richesses produites pourraient ainsi être distribuées sous forme d'un revenu universel. L'idée séduit, mais que vaut-elle ?

Comme tout théorème, il faut examiner ses postulats. Le premier est que l'automatisation va supprimer énormément d'emplois. C'est en grande partie du bluff : en réalité, beaucoup d'économistes s'inquiètent au contraire du ralentissement de la productivité, qu'ils ont du mal à expliquer. Quant aux études sur lesquelles s'appuient ce pronostic, elles sont critiquables, comme vient de le montrer l'OCDE qui divise par 5 les prévisions les plus catastrophistes. Le second postulat est que les plates-formes Internet vont potentiellement réduire l'emploi salarié au profit de travail indépendant « ubérisé ». Là encore, il y a de la gonflette sur l'ampleur du processus.



La seule solution ?

Mais admettons même la réalité de ces évolutions. Il faut une hypothèse supplémentaire, celle qu'il n'y a pas d'autre option que le revenu universel. C'est là que le raisonnement peut être assimilé à un renoncement. Pour que

le théorème fonctionne, il faut en effet renoncer à d'autres réponses possibles aux évolutions mises en lumière. La première est la réduction du temps de travail : si effectivement les robots vont remplacer le travail humain, alors la solution rationnelle est que les êtres humains, toutes et tous, travaillent moins. Et si vraiment l'« ubérisation » est appelée à se développer, elle devrait s'accompagner d'une sécurité sociale professionnelle garantissant la continuité du salaire et des droits sociaux.

L'évidence du revenu universel est donc discutable mais il est pourtant mis en avant aussi bien par des ultra-libéraux que par d'autres qui y voient l'élément central d'une profonde transformation sociale. Bien sur, il y a de nombreuses variantes et il serait malhonnête de faire un amalgame entre ces différents projets. Mais ils ont quand même une chose en commun, à savoir l'idée d'un revenu monétaire : chacun recevrait un chèque.

La première question est de savoir quelle serait sa contrepartie ? Pour les libéraux, ce serait la suppression d'une partie plus ou moins importante de la protection sociale : minima sociaux, allocations familiales, indemnités chômage, santé publique, retraites. Le périmètre peut varier mais il y a bien remplacement d'une partie de la sécurité sociale, définie au sens large, par le versement d'un revenu, pour solde de tout compte. Il s'agit donc de projets réactionnaires.

Un chèque pour solde de tout compte ?

Les projets progressistes envisagent quant à eux un revenu d'existence inconditionnel tel que tout individu serait protégé des aléas de la vie, même s'il n'a pas d'emploi. Là encore se pose la question du financement : si je tombe gravement malade, est-ce que je dois me débrouiller avec mon revenu universel ou puis-je encore compter sur la santé publique ? Le « coût » de la mesure n'est pas le même et il devient énorme si la sécurité sociale est maintenue, ce qui exige un changement très profond de la répartition des revenus. Mais pourquoi serait-il plus facile à imposer qu'une réduction du temps de travail ? La réponse est souvent qu'on ferait cela progressivement, mais alors la frontière avec les projets libéraux s'estompe, parce que le revenu garanti ne serait plus véritablement un revenu d'existence.

C'est un chèque, et c'est sans doute le point de clivage essentiel. Tout le progrès social s'est développé par la remise en cause de la logique capitaliste faisant de la force de travail une marchandise comme les autres. Ce processus de « démarchandisation » conduit à une satisfaction gratuite ou quasi-gratuite des droits sociaux : droit à l'éducation, à la santé, à la retraite, etc. Les projets de revenu universel tournent le dos à ce mouvement en favorisant une « remarkandisation ». L'horizon de la transformation sociale devrait au contraire être une société du temps libre étendant le champ de la gratuité, des services publics. Les étapes intermédiaires étant la lutte pour les 32 heures, la défense des services publics, ainsi que la revalorisation et l'extension des revenus sociaux.